

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 9 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRAPIL

1 rue Charles-Edouard Jeanneret
à l'attention de Monsieur BUDAIN
78300 POISSY

Code AIOT : 0006503234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 avril 2023 dans l'établissement TRAPIL implanté 25, RUE DES OSIERS ZA du Marais 78310 Coignières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Le site relevant du classement Seveso Seuil Bas, il doit faire l'objet d'une inspection au moins tous les trois ans. La dernière inspection a été réalisée en 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAPIL
- 25, RUE DES OSIERS ZA du Marais 78310 Coignières
- Code AIOT : 0006503234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est soumis à autorisation pour la rubrique 4734-2 : stockage de produits

pétroliers spécifiques et carburants de substitution : kérosènes , gazoles pour une quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1000 tonnes. Le site est classé Seveso seuil bas (quantité comprise entre 2 500 et 25 000 tonnes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vieillissement réservoirs et cuvettes
- POI
- Accès du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exercice POI mené lors de la visite a mis en évidence la nécessité d'une évolution de ce document pour le rendre plus opérationnel.

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que les abris des manifolds ne semblent pas coupe-feu 2 heures.

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la tenue au feu des locaux abritant les manifolds (**proposition : lettre préfectorale, délai : 3 mois**) .

Lors de l'exercice réalisé, l'inspection a demandé à Raffinerie du Midi (RM), qui assure des missions d'astreinte pour le compte de Trapil sur ce dépôt pétrolier, comment étaient secourues les informations Trapil (caméras, état clôture électrique, déclenchement scénarios) disponibles chez Raffinerie du Midi (RM). L'exploitant RM n'a pas été en mesure de répondre.

Il est demandé à Trapil de fournir à l'inspection les informations sur la manière dont sont secourues le report visuel des caméras et commande des dômes, l'information de l'état de la clôture électrique et les dispositifs permettant le déclenchement des scénarios de lutte contre l'incendie qui sont positionnés chez RM et de justifier que RM a été informé de ces modalités (proposition : lettre préfectorale, délai : 1 mois).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 03 juin 2019, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Gestion générale	Arrêté Préfectoral du 03 juin 2019, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	POI	Arrêté Préfectoral du 03 juin 2019, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	1 mois 1 mois
7	Rétention et étanchéité des cuvettes et merlons	Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 10.1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 1.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan de modernisation réservoirs	Arrêté Ministériel du 03 octobre 2010, articles 28 et 29	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Affectation des cuves	Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 1.2.4	/	Sans objet
5	Prévention des ruptures au niveau de la robe des bacs	Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 10.1.2.2.	/	Sans objet
10	Plan de modernisation cuvettes	Arrêté Ministériel du 03 octobre 2010, article 22	/	Sans objet
11	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 6 III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le POI de l'exploitant nécessite d'être revu afin de le rendre plus opérationnel.

L'exploitant doit également faire en sorte que la sirène POI puisse être entendue par le personnel du site mais également par ses voisins directs.

Enfin, l'exploitant doit se positionner sur la situation administrative du réservoir vide présent sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des accès

CONFIDENTIEL – voir en annexe

N° 2 : Gestion générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 juin 2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion générale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 2.1.2 « Gestion générale » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 octobre 2017 et remplacé par l'article suivant : « Article 2.1.2 Gestion générale L'exploitant maintient à disposition de l'astreinte, un exemplaire du POI, un inventaire des stocks et de l'affectation des bacs. L'inventaire des stocks et l'affectation des bacs est mis à jour quotidiennement. [...] »
Constats : L'inspection a constaté le maintien à disposition de l'astreinte d'un exemplaire du POI et d'un inventaire des stocks et de l'affectation des bacs. Cet inventaire des bacs avec leur affectation est un exemplaire papier mis à disposition dans le bureau d'exploitation de Trapil. L'inspection a constaté que l'inventaire présent dans le bureau est bien celui du 19 avril 2023 et que le POI disponible est la dernière version (2021). L'inventaire et l'affectation des bacs ne sont pas envoyés à RM quotidiennement.
Conclusion : Proposition : Lettre de suite préfectorale (délai : 1 mois) : Trapil doit s'assurer que l'information de l'inventaire des stocks et de l'affectation des bacs est accessible et consultable facilement pour RM. Trapil doit convenir avec RM d'un autre moyen de communication de cet inventaire et mettre à jour la convention si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03 juin 2019, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 8.7.3.1 « Plan d'opération interne » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 octobre 2017 est remplacé par l'article suivant : « Article 8.7.3.1 Plan d'opération interne L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du

Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R. 512-29 du Code de l'environnement. Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre à l'intérieur du site en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T) s'il existe, est consulté par l'industriel sur le contenu du POI ; l'avis du comité est transmis au préfet.

Le POI est actualisé au minimum tous les 3 ans et à chaque modification notable, en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Il est transmis systématiquement à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire du POI sera maintenu en permanence dans le local de surveillance de l'exploitation ainsi qu'un document indiquant l'affectation des bacs et leur stock après chaque transfert journalier.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant réalise des exercices POI où les établissements voisins susceptibles d'être situés dans les zones d'effets des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers sont invités à participer. L'exploitant s'assure que le personnel situé dans les locaux des établissements voisins « IRON MOUNTAIN et LARIVIERE » est informé en cas de déclenchement du POI et s'assure que l'alarme est audible sur leur site. L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du PO. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues par le POI. Le POI est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant met à disposition l'exemplaire du POI dans le local de surveillance, il est daté du 21 septembre 2021.

L'inspection indique à l'exploitant que le POI le plus récent en sa possession est daté de mai 2019.

Il est rappelé à l'exploitant que le POI doit être mis à jour tous les 3 ans et transmis au SDIS et à la DRIEAT.

L'inspection constate que les numéros à joindre de l'inspection des installations classées ne sont pas à jour et fournit à l'exploitant les numéros à intégrer.

L'inspection indique que, lors de la prochaine révision du POI, il conviendrait d'ajouter les coordonnées des occupants des bâtiments récemment implantés face au dépôt pétrolier de Trapil.

L'inspection teste les numéros indiqués dans le POI pour le gardien RM, l'astreinte RM et le dispatching Trapil et constate qu'ils sont bien mis à jour.

L'inspection demande au dispatching quelle est la personne ou le numéro à joindre après 17h : la personne indique appeler le site et s'il n'y a personne mettre en sécurité l'installation. L'inspection constate que le dispatching n'applique pas correctement le POI.

L'inspection constate dans le POI que la répartition des tâches n'est pas claire et l'identification du « Premier intervenant » n'est pas explicite. Ce constat a été confirmé lors du test réalisé sur le scénario de feu de bac 3 et lors de l'application du POI par RM (voir point de contrôle n°1).

L'inspection consulte les compte-rendus des deux derniers exercices POI réalisés respectivement le 29 mars 2022 et le 20 octobre 2022. Trapil indique qu'un exercice a été réalisé le 28 mars 2023 mais le compte-rendu n'est pas encore disponible.

L'inspection constate que le scénario de l'exercice du 29 mars 2022 était un feu périphérique chez Iron Mountain (stockage d'archives). Trapil indique avoir convié RM à l'exercice mais pas Iron Mountain. De plus, il est indiqué dans ce compte-rendu que le numéro d'Iron Mountain ne fonctionne pas mais l'inspection constate celui-ci n'a pas été mis à jour par la suite. Enfin, l'inspection constate que la DRIEAT n'a pas été contactée dans le cadre de cet exercice POI.

L'inspection constate que le compte-rendu de l'exercice du 20 octobre 2022 indique que 3 ordinateurs sont à basculer sur un autre réseau électrique pour être secourus lors d'une éventuelle coupure d'électricité.

Lors de la visite sur site, l'inspection a procédé à un test de l'alarme POI et a constaté qu'elle n'est pas audible depuis les réservoirs.

Ces constats constituent une non conformité à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 03/06/2019.

Conclusion :

Proposition : Mise en demeure (délai : 1 mois)

L'exploitant doit mettre à jour son POI notamment les numéros de téléphone et personnes à contacter et faire évoluer les fiches réflexes afin que les rôles et les missions à effectuer soient bien explicités.

L'exploitant doit s'assurer que le personnel situé dans les locaux des établissements voisins concernés par les effets générés par le dépôt Trapil est informé en cas de déclenchement du POI et s'assurer que l'alarme est audible sur leur site.

Lettre préfectorale (délai : 1 mois)

L'exploitant doit convier les établissements voisins, susceptibles d'être impactés par des effets, à participer aux exercices POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Affectation des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 1.2.4																																																							
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative																																																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																																							
Prescription contrôlée : L'affectation des bacs est réalisée conformément au tableau suivant : <table border="1" data-bbox="213 479 1382 913"> <thead> <tr> <th>Bac</th><th>Diamètre (m)</th><th>Hauteur (m)</th><th>Volume (m³)</th><th>Toit</th><th>Produit</th><th>Cuvette</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>26.9</td><td>16.8</td><td>9616</td><td>Fixe</td><td>GO¹ / JP²</td><td>1</td></tr> <tr> <td>2</td><td>19</td><td>18.2</td><td>4819</td><td>Flottant</td><td>GO / JP</td><td>1</td></tr> <tr> <td>3</td><td>19</td><td>18.2</td><td>4819</td><td>Flottant</td><td>GO / JP</td><td>1</td></tr> <tr> <td>4</td><td>15.3</td><td>16.8</td><td>2989</td><td>Fixe</td><td>GO / JP</td><td>1</td></tr> <tr> <td>5</td><td>15.3</td><td>16.8</td><td>2989</td><td>Fixe</td><td>GO / JP</td><td>1</td></tr> <tr> <td>6</td><td>19</td><td>18.2</td><td>4810</td><td>Flottant</td><td>GO / JP</td><td>1</td></tr> </tbody> </table> <p>L'affectation retenue pour chaque bac, ainsi que tout changement d'affectation de produit doit faire l'objet en préalable d'une information de la préfecture et du SDIS ainsi que d'une mise à jour du POI si nécessaire. Toute affectation de produit non prévue par le tableau ci-dessus constitue une modification de l'installation et ne peut être réalisée qu'en application des dispositions prévues par le R.181-46 du code de l'environnement.</p>							Bac	Diamètre (m)	Hauteur (m)	Volume (m ³)	Toit	Produit	Cuvette	1	26.9	16.8	9616	Fixe	GO ¹ / JP ²	1	2	19	18.2	4819	Flottant	GO / JP	1	3	19	18.2	4819	Flottant	GO / JP	1	4	15.3	16.8	2989	Fixe	GO / JP	1	5	15.3	16.8	2989	Fixe	GO / JP	1	6	19	18.2	4810	Flottant	GO / JP	1
Bac	Diamètre (m)	Hauteur (m)	Volume (m ³)	Toit	Produit	Cuvette																																																	
1	26.9	16.8	9616	Fixe	GO ¹ / JP ²	1																																																	
2	19	18.2	4819	Flottant	GO / JP	1																																																	
3	19	18.2	4819	Flottant	GO / JP	1																																																	
4	15.3	16.8	2989	Fixe	GO / JP	1																																																	
5	15.3	16.8	2989	Fixe	GO / JP	1																																																	
6	19	18.2	4810	Flottant	GO / JP	1																																																	
Constats : L'inspection a constaté sur l'état et l'affectation des bacs la situation suivante au 19 avril 2023 : <ul style="list-style-type: none"> - bac 1 : 538 m³ en GO - bac 2 : 627 m³ en GO - bac 3 : 4 651 m³ en GO - bac 4 : 270 m³ en GO - bac 5 : 328 m³ en GO - bac 6 : 4 622 m³ en GO 																																																							
Conclusion : sans observation, affectation conforme à l'AP.																																																							
Type de suites proposées : Sans suite																																																							
Proposition de suites : Sans objet																																																							

N° 5 : Prévention des ruptures au niveau de la robe des bacs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article rticle 10.1.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception des réservoirs respecte les normes API650 (neuvième édition ou postérieure) ou du CODRES (version 1991 ou postérieure). À défaut d'une conception conforme à ces standards, un test hydraulique sous 10 ans est

réalisé sauf en cas de présentation par l'exploitant d'une technique apportant les mêmes garanties sur la conception.

Si un test hydraulique a été mené au cours de la vie du bac sans changement postérieur à son usage, un nouveau test hydraulique n'est pas requis.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le compte rendu de ce test.

Pour la surveillance et les inspections, sauf en cas de présentation par l'exploitant d'une technique apportant une efficacité au moins équivalente :

- les phases de maintenance sont réalisées dans le respect des bonnes pratiques, par exemple celles décrites dans la norme API653,
- un contrôle visuel de l'état de l'intégralité des tôles du fond et la partie en liaison avec la robe est mené, complété si nécessaire par le contrôle par appareillage mentionné au point suivant ;
- un contrôle par appareillage (par exemple scanner et/ou ultra-sons) de l'épaisseur de la totalité de la surface de ces tôles est réalisé,
- un contrôle de toutes les soudures sur ces tôles est mené selon les techniques les plus avancées disponibles (par exemple magnétoscopie, ressuage ou boîte à vide),
- des contrôles sur les assises du bac (notamment géométriques) sont effectués.

Par ailleurs, entre les arrêts périodiques, des contrôles réguliers géométriques des bacs sont menés, sous réserve d'autres dispositions techniques à l'efficacité équivalente. Une veille de l'ensemble des techniques de détection à distances des cavités et défauts de liaisons robes-fonds est réalisée par l'exploitant.

Dès qu'une situation à risque est détectée par la surveillance et les contrôles, les corrections, réparations et/ou remplacements nécessaires sont mis en œuvre et contrôlés selon des procédures adaptées.

Un compte rendu détaillé décrivant les modalités de contrôles et les résultats est établi et tenu à la disposition des installations classées.

Constats :

Sur la base des documents de suivi des équipements présentés par l'exploitant, l'inspection a constaté que l'exploitant réalise bien:

- un contrôle visuel de l'état de l'intégrité des tôles du fond et la partie en liaison avec la robe,
- un contrôle par appareillage des points prévus,
- un contrôle des soudures ainsi que
- un contrôle sur les assises du bac (notamment géométriques), dans le respect des dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 (voir point de contrôle n°8).

Conclusion : sans observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention et étanchéité des cuvettes et merlons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 10.1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesement cuvettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuvettes de rétention sont dimensionnées afin de résister à la sollicitation du liquide en cas d'épandage. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une étude justifiant de ce dimensionnement suffisant.</p> <p>Les cuvettes de rétentions et merlons sont vérifiés et entretenus périodiquement afin de maintenir leur étanchéité telle que définit dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié et leur résistance au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. La périodicité de surveillance est fixée par l'exploitant ; elle est au minimum annuelle.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) comprend une fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas d'épandage massif d'hydrocarbures à l'intérieur de la cuvette et en cas de déversement massif en dehors de la cuvette.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la dernière visite de surveillance date du 26 juillet 2022. L'exploitant a présenté à l'inspection la fiche de surveillance réalisée, complétée lors de la visite du 26 juillet 2022. Aucune remarque n'est formulée, à part le constat que les murets en parpaing entre les sous cuvettes ne sont pas étanches.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a transmis l'étude hydrogéologique réalisée par Geoscop en décembre 1994, concluant sur le fait que les deux cuvettes présentes en 1994 ne nécessitent pas d'aménagement particulier en raison de la non vulnérabilité des eaux souterraines (compte-tenu du contexte géologique et hydrogéologique). L'étude conclut également sur la non nécessité de mettre en place un réseau de piézomètres.</p> <p>L'exploitant a également transmis un courrier de la DRIEAT du 19 août 2013 indiquant que l'étude de 1994 et une étude de 2008 réalisé par Sita Remédiation lors du changement d'exploitant permettent de dispenser Trapil de répondre aux exigences de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p>NB: Les articles 22-1-1 et 22-1-2 ont depuis été modifiés par arrêtés ministériels du 24 septembre 2020 et 17 décembre 2020. Un courrier spécifique sera transmis à l'exploitant concernant ce sujet.</p> <p>L'inspection a constaté que le POI (version 2021 transmis post inspection) contient une fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas d'épandage à l'intérieur de la cuvette. Cependant il n'y a pas de fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas de déversement massif en dehors de la cuvette.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : lettre préfectorale (délai : 1 mois) :</p> <p>L'exploitant doit inclure, dans la mise à jour de son POI à réaliser sous 1 mois (voir point de constat n°3), la conduite à tenir en cas d'épandage massif en dehors de la cuvette.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 octobre 2017, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p> <p>Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduits en accord avec l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant confirme l'abandon de l'exploitation du bac 11 depuis 2013, qui est néanmoins conservé sur site. L'exploitant confirme que le bac 11 est vide et dégazé. La protection cathodique est maintenue sur le bac 11, pour prévenir sa corrosion. L'exploitant indique que lors des visites de routine annuelles, le bac 11 est inspecté par le personnel.</p> <p>Cependant le bac 11 ne fait plus l'objet d'inspection quinquennale et décennale.</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant qu'il devra se positionner sur la situation de ce bac, et notamment en terme de surveillance, au regard de l'article 1.2.4 de l'arrêté du 9 octobre 2017.</p>
Conclusion : <p>Proposition : lettre préfectorale (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur la situation du bac 11, notamment en terme de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de modernisation réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03 octobre 2010, article 28 et 29
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Articles 28 et 29 de l'arrêté du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (Surveillance des réservoirs de LI de capacité équivalente supérieure à 10 m³ et des massifs, programmes de surveillance et échéances de mise en œuvre).</p> <p>« Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none">- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;- volume du réservoir ;- matériaux de construction, y compris des fondations ;- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;- dates, types d'inspection et résultats ;- réparations éventuelles et codes utilisés. <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.»</p> <p>« 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">-des visites de routine ;-des inspections externes détaillées ;-des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection. » <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">-une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;-une inspection visuelle de l'assise ;-une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;-un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;-une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels

tassements ;

-l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;

-des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

-l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;

-une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;

-des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;

-le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la sou

Constats :

Après l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche état initial du bac 3. Les informations requises sont présentes dans la fiche. Cependant, il est indiqué que la partie Fiche de vie n'est plus mise à jour après la révision du 13/03/2017 car le suivi des bacs s'effectuera sur un extrait GMAO. Il n'y a donc plus de document consolidé sur le suivi réglementaire et les travaux effectués sur le bac.

L'exploitant indique ne pas disposer de plan d'inspection, le suivi des bacs se faisant directement dans la GMAO.

L'inspection consulte les fiches de visite de routine du bac 3, réalisées le 25 août 2021 et le 26 juillet 2022. Ces fiches sont sous forme d'un tableau excel, les lignes du tableau correspondent aux points de contrôle à réaliser. Il n'y a pas de consigne écrite définissant les modalités de ces visites de routine mais le tableau de fiche de visite est assez explicite sur les points à regarder. Les fiches ne sont pas signées.

L'exploitant a fourni deux extraits de la GMAO sur le suivi du bac 3.

L'inspection constate que l'extrait « DCO PREVENTIF bac 3 » permet de visualiser les inspections réalisées (année et type) mais pas les résultats.

L'inspection constate que l'extrait « DCO suivi bac 3 » retrace un certain nombre d'opérations et inspections sur le bac 3 mais ne permet pas de connaître, de manière explicite les éventuelles réparations réalisées et code utilisés.

L'inspection consulte le rapport de l'inspection quinquennale du bac 3, réalisée par la société MISTRAS le 13 avril 2022. L'inspection externe détaillée du 13 avril 2022 comprend tous les points requis, à l'exception de la revue des inspections de routine des années précédentes (guide DT94 du 10/2011).

Le rapport conclut sur le bon état général du bac et sur son aptitude au service pour 5 ans.

Deux points facultatifs sont relevés : la pose d'un joint d'étanchéité entre l'assise et le fond et la pose d'un revêtement anti-dérapant sur les marches de l'escalier.

Un contrôle intermédiaire de l'épaisseur de la dépassée par ultrasons, recommandé pour suivi de l'évolution jusqu'à la prochaine inspection décennale, est demandé par le rapport à une échéance de 2,5 ans.

L'exploitant a également fourni le procès verbal d'examen par ultrasons réalisé le 13 avril 2022 pour l'inspection quinquennale.

Post visite d'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de l'inspection décennale. L'inspection décennale du bac 3 a été réalisée du 13 au 15 février 2017 par la société DEKRA. L'inspection hors exploitation détaillée de février 2017 comprend les points requis par l'arrêté du 3 octobre 2010. L'inspection constate que les contrôles effectués correspondent à un contrôle de niveau A (niveau le plus élevé). Le rapport n'émet aucune réserve quant à la poursuite de l'exploitation du réservoir pour une durée de 10 ans supplémentaires.

L'exploitant indique que les prochaines inspections décennales sont avancées : les bacs 1, 2 et 5 seront réalisés en 2023 au lieu de 2024.

L'inspection décennale du bac 3 sera réalisée en 2024 (au lieu de 2027) et les bacs 4 et 6 également en 2024 (au lieu de 2025).

Conclusion :

Proposition : Lettre préfectorale (délai : 3 mois) :

L'exploitant doit mieux renseigner, dans son suivi GMAO, les opérations réalisées sur le réservoir afin que la consultation du suivi soit autoportante. L'exploitant doit également intégrer le résultat des inspections dans le document servant de dossier de suivi.

Lors des inspections quinquennales, une revue des inspections de routine des années précédentes doit être prévue afin de respecter le guide DT94 du 10/2011.

Observation : il conviendrait que les fiches de surveillance soient signées par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de modernisation cuvettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03 octobre 2010, article 22 et Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 22 de l'arrêté du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (Surveillance des réservoirs de LI de capacité équivalente supérieure à 10 m3 et des massifs, programmes de surveillance et échéances de mise en œuvre).

« 22-2-1. Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi."

Article 6 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (Matériels inspectés, programmes de surveillance et échéances de mise en œuvre).

« Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

— les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

[...]

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

[...] »

Constats :

Après l'inspection, l'exploitant a fourni :

- une fiche « Fiche fondation et cuvette de réservoir » : correspondant à l'état initial de l'ouvrage. Sur cette fiche , il est indiqué que la cuvette doit faire l'objet de visite de routine annuelle intégrée dans le plan GMAO. Il est également indiqué qu'il n'y a pas eu de travaux ni de modifications réalisées et qu'il n'y a pas eu d'incident à déclarer.

- un courrier de la DRIEAT daté du 19 août 2013 actant la dispense de répondre aux exigences de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, au regard de la justification de l'efficacité de la couche d'étanchéité des cuvettes de rétention apportée par l'exploitant.

- l'étude réalisée en décembre 1994 par Geoscop , concluant à la non vulnérabilité des eaux souterraines compte-tenu du contexte géologique et hydrogéologique. L'étude indique qu'aucun aménagement particulier n'est nécessaire ni la mise en place d'un réseau de piézomètres.

- une fiche de surveillance de la cuvette de rétention : cette fiche est le compte-rendu de la visite de routine du 26/07/2022. Il n'y a pas de remarque sur l'état de la cuvette. A l'issue de la visite de routine, l'ouvrage est en classe 1. L'inspection note que la fiche n'est pas signée.

L'inspection constate qu'il n'y a pas de procédure d'exploitation définissant les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi. Cependant, la fiche de surveillance, sous forme de tableau excel, liste les points à regarder et permet de remplir le niveau de classement de chaque point.
<u>Conclusion :</u> Observation : il conviendrait que les fiches de surveillance soient signées par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, article 6 III
Thème(s) : Autre, Liste
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté une liste à l'inspection des équipements sous pression.</p> <p>L'exploitant a deux équipements sous pression sur site (deux fois le même). Il s'agit de deux extincteurs, qui ne sont pas des récipients fixes, qui n'ont donc pas à apparaître sur la liste des ESP du site.</p> <p>Ces appareils sont tout de même assujettis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p> <p><u>Conclusion :</u> Observation: l'exploitant doit mettre à jour sa liste des équipements sous pression, mais en veillant néanmoins à assurer le respect des autres dispositions applicables de l'arrêté en référence.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet